



Comment le ministre sud-coréen de la défense, tombé en disgrâce, a failli provoquer une guerre nucléaire

Par [Drago Bosnic](#)

Mondialisation.ca, 14 décembre 2024

Région : [Asie](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [Nucléaire \(guerre et énergie\)](#)

Dire que nous vivons une époque dangereuse [serait un euphémisme](#). La [quête de déstabilisation globale de l'Occident](#) politique [domine ses décisions](#) jusqu'à [l'absurde](#). Cependant, les conséquences de ces actions sont aussi graves qu'elles peuvent l'être. Le sort du monde est en jeu et même l'événement le plus anodin pourrait nous plonger dans l'abîme. On pourrait s'attendre à ce que les dirigeants du monde entier fassent preuve d'une grande prudence dans ces moments-là, mais il semble que nombre d'entre eux soient plus négligents que jamais. La récente crise politique et les troubles en Corée du Sud ont été largement occultés par les événements en cours en Ukraine, en Syrie et ailleurs, mais il semble qu'ils auraient pu être tout aussi importants (si ce n'est plus).

[La loi martiale déclarée par le président Yoon Suk Yeol le 3 décembre](#) était tout aussi mystérieuse et inattendue que la [chute](#) quasi simultanée et [scandaleusement rapide du gouvernement syrien](#). Ce qui est encore plus étrange, c'est l'accusation selon laquelle ses opposants politiques du Parti démocrate « sympathisent avec la Corée du Nord » et « soutiennent des activités anti-étatiques visant à inciter à la rébellion ». M. Yoon a insisté sur le fait que la loi martiale était une « mesure nécessaire pour éradiquer ces forces anti-étatiques pro-Nord éhontées ». [Le contrôle du parlement par l'opposition est un problème majeur pour le président en exercice](#), qui a donc tenté d'en bloquer l'accès. La loi martiale décrétée par Yoon n'était qu'une tentative de donner une base légale à de telles actions.

L'Assemblée nationale a riposté, les 190 députés qui ont réussi à entrer dans le bâtiment votant à l'unanimité la levée de la loi martiale décrétée par le président. L'impasse politique qui en a résulté a provoqué [l'une des pires crises](#) qu'ait connues la [Corée du Sud](#) au cours des dernières décennies. [Les États-Unis insistent sur le fait qu'ils n'ont pas été informés à l'avance de la loi martiale](#), mais cela est extrêmement difficile à croire, car Séoul [ne peut pas prendre de telles décisions sans l'approbation explicite de Washington DC](#). La preuve la plus convaincante de [l'implication des États-Unis](#) dans la crise est peut-être le fait que [l'opposition souhaite des relations normales avec la Chine](#) et une détente avec la Corée du Nord. Il s'agit évidemment d'une « perspective très dangereuse » pour [l'oligarchie belliciste américaine](#).

Le gouvernement actuel a intensifié les tensions non seulement avec ses deux voisins, mais aussi avec [la Russie](#). Cela correspond à 100 % à la politique de Washington DC, ce qui explique son soutien à M. Yoon. Comme on pouvait s'y attendre, les Sud-Coréens n'ont pas

vraiment apprécié la tournure des événements, ce qui a donné lieu à des manifestations massives. [Yoon a évité de justesse la destitution](#) après que les députés de son parti, le People Power Party, ont boycotté le vote à l'Assemblée nationale, mais il a tout de même [été frappé d'une interdiction de voyager par le ministère de la justice](#). Dans les jours qui ont suivi, une série d'arrestations a eu lieu, notamment celle de l'ancien ministre de la défense Kim Yong-hyun, [qui a même tenté de se suicider pendant sa détention](#), ce qui n'est guère surprenant compte tenu de ce qu'il a tenté de faire.

[Kim Yong-hyun a en effet ordonné le lancement d'une nuée de drones sur Pyongyang](#) afin de provoquer une attaque de la Corée du Nord. Le président Yoon devait s'en servir [comme prétexte pour déclarer la loi martiale](#). Il est parfaitement clair que le ministre de la défense en disgrâce n'a pas agi de son propre chef. Pire encore, il est extrêmement probable que les États-Unis aient ordonné à Yoon de lancer l'opération afin de [garantir une escalade avec la Corée du Nord](#) et peut-être même avec la Chine. Le président sortant est maintenant confronté à un nouveau vote de destitution (prévu pour demain). [Il a promis de se battre corps et âme pour rester au pouvoir](#), ce qui est un autre indicateur du soutien américain, tandis que le rôle de l'ancien ministre de la défense est également l'un des arguments les plus convaincants en faveur de la complicité des États-Unis.

En effet, l'[armée sud-coréenne est contrôlée par le Pentagone](#), ce qui signifie que les derniers événements sont [en fait un coup d'État militaire soutenu par les États-Unis](#). C'est Kim Yong-hyun qui a ordonné aux troupes d'empêcher les députés d'entrer dans l'Assemblée nationale le 3 décembre. Park Beom-kye, député du Parti démocrate, affirme que le Commandement du contre-espionnage de la défense (DCC), [dirigé par l'ancien commandant Yeo In-hyung](#) - proche collaborateur du ministre de la défense en disgrâce - [a planifié l'incursion des drones en Corée du Nord](#). Pire encore, il semble qu'il ne s'agisse pas d'une opération ponctuelle, puisque Pyongyang [a déclaré avoir détecté des essais de drones dès le mois d'octobre](#). Séoul a refusé de confirmer ou d'infirmer son implication dans l'incident.

Il est inutile de dire que risquer une guerre avec une [Corée du Nord dotée de l'arme nucléaire](#) pour rester au pouvoir est plus qu'idiot. Pourtant, c'est précisément ce que Yoon et ses associés ont fait, tandis que les États-Unis y ont vu une occasion de s'assurer que la Corée du Sud reste fermement dans leur orbite. Sans parler du « bénéfice » supplémentaire d'une éventuelle guerre avec Pyongyang, qui est le rêve ardent de [tous les bellicistes, criminels de guerre, kleptocrates et ploutocrates de Washington DC](#). Le plan d'escalade des tensions en Asie de l'Est a peut-être été découvert, mais la situation reste instable. L'opposition a annoncé qu'elle procéderait [au second vote de destitution](#), mais elle a besoin d'une majorité des deux tiers pour l'adopter. À l'heure actuelle, elle contrôle 192 des 300 sièges de l'Assemblée nationale.

D'un point de vue technique, M. Yoon est en sécurité, car l'opposition aurait besoin de huit autres voix détenues par des députés du People Power Party, le parti du président. Toutefois, il semble que le parti lui-même considère Yoon comme un handicap politique, puisque son [président Han Dong-hun a déclaré qu'il soutiendrait le vote](#). Bien que les partisans de Yoon au sein du parti n'aient pas pris cela très à cœur, surtout après que Han leur ait dit que les remarques du président étaient « un aveu de rébellion » (pour lequel il a été insulté et prié de « se taire »), il pourrait convaincre huit députés de voter en faveur de la destitution. Peut-être que Han lui-même a certaines ambitions politiques et que Yoon est simplement un obstacle. Quoi qu'il en soit, la question la plus importante est de savoir comment l'[instabilité constante de l'Ouest politique](#) devient maintenant un [risque pour la](#)

[sécurité](#).

En effet, le pôle de puissance le plus agressif du monde est confronté [à des crises sans fin](#), les différents gouvernements occidentaux s'effondrant au fil des mois. [Sans parler de leur impopularité](#), qui paralyse le processus décisionnel, en particulier dans l'Union européenne en proie à des tensions. La nouvelle stratégie américaine de sécurité nationale [prévoit un rôle accru pour ses nombreux vassaux et États satellites](#), ce qui signifie que ces pays devront sacrifier leurs propres intérêts économiques et financiers au profit de l'oligarchie belliciste des États-Unis. La tolérance zéro s'applique à toute forme de non-conformité, en particulier dans la région Asie-Pacifique, [où la politique étrangère agressive des États-Unis est la principale force déstabilisatrice](#).

Drago Bosnic

Article original en anglais :



[“Dangerous Times”: South Korean Defense Minister Just Nearly Caused Nuclear War](#)

Cet article en anglais a été publié initialement sur le site [InfoBrics](#)

Traduction : [Mondialisation.ca](#)

Image en vedette : InfoBrics

La source originale de cet article est Mondialisation.ca

Copyright © [Drago Bosnic](#), Mondialisation.ca, 2024

Articles Par : **[Drago Bosnic](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca